

LE TRANSFERT DE L'ECONOMIE  
DE L'INFORMATION  
VERS L'EUROPE DE L'EST :  
rêve ou cauchemar ?

Slavko Splichal

Si les pays développés bénéficient, depuis les années 60, de services de télécommunications et d'information indispensables à l'essor du traitement informatique de l'information, l'Europe de l'Est n'a, pour sa part, quasiment pas été touchée par cette révolution technologique (télévision par câble, télédiffusion par satellite, communications par vidéotexte, télétexte et fax) et ce, principalement, en raison des caractéristiques structurelles de ses économies et de ses politiques nationales

#### **« Deux trains qui se croisent dans la nuit »**

La politique des pays de l'Europe de l'Est en matière de télécommunications est restée très sommaire jusqu'à la fin des années 80. Elle concernait avant tout une télédiffusion qui, sous prétexte de standardisation technique, de rareté de fréquences et de priorité nationale particulière (armée, police, et cetera) dépendait de contraintes gouvernementales strictes. A de très rares exceptions près, comme en Yougoslavie depuis les années 70, les télédiffusions lo-

cales, régionales ou nationales étaient directement contrôlées par l'Etat et financées par les redevances, la publicité et le soutien direct de l'Etat. Exception faite de la télédiffusion, les services de télécommunications se réduisaient au télégraphe, au téléphone et au télex. La politique en matière de télécommunications se résumait en général à deux objectifs principaux :

a) automatisation des services, en particulier, pour les communications téléphoniques interurbaines et internationales, et

b) augmentation du nombre de postes de téléphone. Jusqu'à la fin de la décennie, ces objectifs n'ont guère été atteints en raison de l'importance du coût infrastructurel. Le retard pris face aux demandes des souscripteurs n'a pas été rattrapé et la qualité des services par rapport aux pays développés a même chuté. Il y a quelques années, il était politiquement et idéologiquement inacceptable d'envisager de recourir à des capitaux privés qui paraissaient, par ailleurs, incapables de supporter le poids des coûts nécessaires à la mise en place d'une infrastructure nationale de télécommunications intégrées. Dans leur étude sur « l'informatisation et la restructuration de la société soviétique », Chereskin et Tsalenko (1) ont exposé les « possibilités et les caractéristiques de l'économie socialiste ». A l'heure actuelle, pourtant, on en vient à croire que cet objectif pourrait être assumé par des sociétés privées qui, en fournissant des services de télécommunications, répondraient à une demande très largement supérieure à l'offre.

« L'économie de l'information » et sa globalisation jouent un rôle important dans les sociétés capitalistes avancées. Les innovations technologiques et les changements survenus dans la structure économique et organisationnelle modifient sensiblement les activités reposant sur les communications et l'information. Mais

(1) CHERESKIN et TSALENKO (1989)

cette évolution n'a rien d'uniforme. Si les processus d'informatisation et, en particulier, l'internationalisation et la globalisation de l'information et de l'activité économique dans sa totalité, produisent des effets controversés jusque dans des pays dotés d'une longue tradition en matière d'économie capitaliste et de systèmes de démocratie parlementaire stables (comme en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord), on peut s'attendre à des développements beaucoup plus controversés encore dans les régions en proie à des changements politiques radicaux, comme c'est le cas en Europe de l'Est. Ces pays sont à présent de plus en plus touchés par une tendance globale à la déréglementation des systèmes de communication. Pour les nouveaux gouvernements de l'Europe de l'Est, ces changements constituent des éléments clés de la croissance économique et de la mise en place d'une économie de marché, et ce, pour deux raisons au moins : a) parce que le fossé séparant l'Est de l'Ouest en matière de télécommunications est encore plus marqué que dans d'autres secteurs, et b) parce que les autorités responsables sont persuadées que le développement des infrastructures de télécommunications et des technologies de l'information facilitera l'établissement d'une économie de marché libre et consolidera les transformations institutionnelles nécessaires à cette évolution.

Cependant, l'infrastructure des télécommunications dans les pays de l'Europe de l'Est est nettement moins développée qu'à l'Ouest. Par exemple, la pénétration des lignes de téléphone principales en Europe de l'Est ne dépasse pas 15 lignes pour 100 habitants (14 en Tchécoslovaquie, 13 en Union soviétique et en Yougoslavie, 9 en Hongrie, 8 en Pologne), alors qu'elle est de 43 pour 100 habitants dans la communauté européenne. Si les services de télex sont relativement bien développés, les ré-

seaux de téléphones numériques, la téléphonie mobile, le courrier électronique, les vidéotextes, les réseaux de transmission de données et les facilités RNIS sont quasiment inexistantes sinon dans quelques zones urbaines de certains pays (par exemple, le réseau de données Yupak, les systèmes de messagerie électronique Yunac et Yumail, le système de vidéotexte et de téléphonie mobile Yuvex en Yougoslavie). Enfin, si l'on considère le décalage entre l'Est et l'Ouest en matière d'investissements pour les télécommunications, il y a peu d'espoir que la modernisation de l'infrastructure de l'Est puisse atteindre un niveau comparable à celui de l'Europe de l'Ouest.

Dans le capitalisme, l'économie est avant tout internationale, en fait, l'économie capitaliste est, au départ, une économie à l'échelle mondiale qui s'est construite en « intégrant un ensemble de processus de production géographiquement vaste » (2) malgré « des pressions politiques » à prédominance nationale. Dans les pays non capitalistes, en revanche, l'économie s'est vu placée sous le strict contrôle de l'Etat et est donc devenue complètement obsolète. Bien que l'industrialisation ait été l'un des objectifs de base (politique et idéologique plus encore qu'économique stricto sensu) de la première phase du socialisme, il serait certainement difficile de qualifier ces pays de « sociétés nouvellement industrialisées » (par opposition aux « sociétés industrielles avancées » de l'Ouest). Au cours de toute cette période, des barrières politiques (ou idéologiques), mais également économiques (possibilités financières limitées d'importer des biens étrangers), ont protégé efficacement les économies nationales de « l'impérialisme occidental ». Ce protectionnisme sévère a bien entendu entraîné une hausse du prix desdits biens et des services, télécommunications comprises, les a rendus moins « ac-

(2) WALLERSTEIN, 1990, p. 35

cessibles », et a accentué le fossé entre pays capitalistes avancés et pays socialistes. Ce constat n'a rien de bien neuf et ne concerne pas les seuls pays socialistes. « L'histoire économique et politique du Canada a démontré de manière évidente qu'il était impossible de s'appuyer sur des barrières protectionnistes pour dynamiser l'industrie » (3)

La (re)construction d'une démocratie parlementaire multipartite et d'une économie de marché dans les pays d'Europe de l'Est illustre le passage radical de l'étatisme socialiste (« soviétisme ») au capitalisme. Jusqu'à présent, la carence des économies des Etats plurinationaux a conduit à la décadence de ces pays, en particulier en Yougoslavie et en Union soviétique qui se sont transformés en unités périphériques regroupant des nations et des cultures différentes, incapables de coopérer (ou même de rivaliser) avec les principaux pays développés. L'effondrement du non-alignement en tant que mouvement visant à restaurer un contrôle, même limité, sur son propre système constitue une autre illustration typique de ce processus. En effet, la coopération culturelle, économique et politique entre non-alignés est de plus en plus remplacée par une dépendance délibérément amplifiée à l'égard des principaux pays capitalistes avancés (par le biais de diverses formes d'assistances techniques, économiques, financières ou autres). Ces deux exemples prouvent clairement qu'il ne faut pas voir dans la dissociation, économique ou culturelle, (indépendance de la périphérie par rapport aux principaux pays développés) une stratégie de développement.

Les nouvelles élites politiques en Europe de l'Est ont, en général, rejeté l'étatisme (socialisme d'Etat), y compris l'auto-gestion en Slovénie et dans d'autres républiques de Yougoslavie, et essayent, à

présent, d'introduire le capitalisme, nous pouvons, par conséquent, nous attendre à une réorganisation totale de la société autour de la logique du capital et de la fonction du marché. Comme Raboy (4) l'a récemment fait remarquer

Dans une perspective indéniablement occidentale, il me semble qu'il existe un véritable danger que des termes ronflants tels que « privatisation » et « pérestroïka » en arrivent à recouvrir des notions identiques. Certaines divergences sont apparues entre les participants occidentaux et ceux de l'Est (lors du colloque de 1989 sur la communication et la culture qui s'est tenu à Piran, en Yougoslavie). En effet, les premiers voient dans les développements liés à la réduction de l'espace étatique, dans l'influence croissante des capitaux privés et dans la difficulté subséquente d'un accès populaire aux médias de leurs pays des obstacles à la démocratisation tandis que les autres voient dans l'introduction de mécanismes de marchés, dans la suppression de l'autorité étatique et dans la facilité subséquente d'un accès populaire aux médias de leur pays une promesse de démocratisation. L'espace d'un moment, ce « dialogue » s'est très nettement apparenté à celui de deux trains se croisant dans la nuit.

Plus encore peut-être que dans d'autres secteurs, les télécommunications et les médias, en l'Europe de l'Est, sont tombés sous le coup d'une attaque conjointe provenant a) de la re-nationalisation et b) de la commercialisation et de la (re)privatisation. D'un côté, les nouvelles élites politiques cherchent à maximiser leur pouvoir afin d'imposer leurs objectifs politiques dans des domaines de plus en plus vastes, d'un autre côté, elles souhaitent – en tant que représentants du « capital social » – maximiser les bénéfices de leur pays parce que seule une économie plus performante

(3) MANSELL et MELODY, 1985, p 349

(4) RABOY, 1989, p 7-8

(capitaliste) donnera une légitimité aux changements politiques et qu'il leur faut, pour la même raison, être acceptées par l'Occident. Elles vont donc défendre une rhétorique néolibérale sur la déréglementation des systèmes de communication sous prétexte que ces systèmes participent d'un pluralisme politique et d'une démocratie parlementaire, et que les flux d'informations libres et la multiplication des canaux de communication exigés par la démocratie ne fonctionnent que dans une économie de marché. Comme dans le capitalisme

C'est sur le terrain industriel que se rejoignent les acteurs politiques et économiques impliqués dans la construction sociale de la révolution de l'information. Les premiers affirment que, si l'on veut améliorer l'emploi (objectif politique), il faut déblayer le chemin pour l'industrie. Les seconds soutiennent que si l'on veut accumuler des richesses (objectif économique), l'emploi et la démocratie doivent au moins faire partie intégrante du discours (5)

Mais, contrairement aux mécanismes du système capitaliste, les activités économiques et politiques sont monopolisées par l'Etat. En pratique, bien que les organismes de télédiffusion nationale aient été renationalisés et placés sous le contrôle direct du gouvernement, la politique de libéralisation et de privatisation des communications s'applique surtout à la presse et à la télédiffusion locale (ou régionale) et aux nouveaux services de communication. Cette politique, ou – du moins – cette tendance à la libéralisation et à la (re)privatisation des industries et des services de télécommunications est l'une des pierres angulaires de la nouvelle politique économique. En Europe de l'Est, les réformes de la structure organisationnelle des télécommunications, envisagées, et en partie réalisées, reposent sur l'hypothèse selon

laquelle la privatisation et l'effondrement du monopole de l'Etat assoupliront le fonctionnement des organismes de télécommunications et amélioreront leur efficacité et leur modernisation. Au nombre de ces réformes, il faut citer de nouveaux systèmes de management, la création d'institutions gouvernementales (semi-autonomes) pour remplacer les anciens ministères ainsi que le recours à des opérateurs privés, y compris étrangers – lesquels bénéficieront de l'autorisation de rapatrier leurs bénéfices

C'est la Hongrie qui a ouvert la voie en janvier 1990, les PTT hongrois se sont scindés en trois entités indépendantes – services postaux, télécommunications et télédiffusion. Si les services postaux sont restés sous la férule de l'Etat, la branche télécommunications devrait devenir une société anonyme en partie privatisée (6). Mais d'autres pays anciennement socialistes nourrissent des projets analogues afin de permettre à des opérateurs privés, étrangers ou non, de rivaliser avec les PTT nationaux. S'il n'y a pas de politique cohérente quant aux investissements et aux contrôles étrangers dans la télédiffusion nationale, il existe déjà quelques stations privées (Nap TV, station commerciale liée avec Mordock, et Balaton TV Channel en Hongrie, TV Echo à Wrocław, en Pologne, ainsi qu'un certain nombre de stations de radios privées en Hongrie et en Pologne financées par des capitaux étrangers, par ailleurs, gouvernements et investisseurs étrangers ont passé des accords destinés à construire conjointement des systèmes câblés (par exemple, Chase Enterprises, en Pologne). Berlusconi, Hersant, Maxwell, Murdoch et d'autres médias occidentaux essaieraient d'investir dans les systèmes de télédiffusion nouveaux ou déjà existants en Europe de l'Est

(5) BRANTS, 1989, p. 95

(6) DATAPRO, 1990

## « Drang nach Osten »\* de l'information et de l'idéologie

Bien que les gouvernements de l'Europe de l'Est n'aillent pas dans le sens d'une privatisation à grande échelle immédiate – ils suivent en cela les réformes adoptées en matière de télécommunications par d'autres pays en voie de développement, en particulier en Amérique latine (7), cette mesure, principalement pour ce qui touche la production des moyens de télécommunication, leur paraît indispensable pour mettre en place cinq changements fondamentaux dans le domaine de l'économie

**1) Augmentation du niveau de productivité et de l'excédent :** une industrie des télécommunications privatisée semble devoir être économiquement plus performante et plus productive

**2) Réduction de l'Etat-providence :** la privatisation devrait aider les gouvernements à dépenser moins d'argent pour le bien-être, la santé et les services publics

**3) Désengagement de l'Etat dans l'économie :** la privatisation inciterait le secteur privé à investir dans les services et les industries de télécommunications, à participer à la construction de circuits de communications ultrarapides, à fournir des services plus sophistiqués

**4) Accélération de l'internationalisation :** la privatisation inciterait des investisseurs étrangers à s'intéresser au développement des systèmes de communications nationaux

**5) Décentralisation et diversification de l'économie :** la privatisation permettrait d'étendre les services de télécommunications à tous les secteurs, et ce jusqu'en zone rurale, et elle appuierait la décentralisation régionale des activités économiques reposant sur le traitement de l'information

De l'avis des observateurs occidentaux,

seules la privatisation et l'ouverture aux capitaux étrangers permettront aux pays de l'Europe de l'Est de moderniser leurs réseaux de télécommunications. Il est vrai que de tels changements ont (et auront) indéniablement des effets positifs sur les investisseurs internationaux qui cherchent à augmenter ventes et bénéfices sur un plan global. D'autre part, comme le soutient Havlik (8), « si l'Occident ne dispose que de possibilités limitées pour exercer une influence sur le développement des entreprises de l'Est », il bénéficie néanmoins de quelques moyens puissants dont « les technologies de l'information ». Les changements intervenant à l'heure actuelle en Europe de l'Est ne font, pour la plupart, que refléter les grandes lignes de la restructuration du capitalisme contemporain telle qu'elle se produit dans les sociétés avancées où la déréglementation, la crise du management et la multiplication de la concurrence internationale ont conduit les grandes entreprises et leurs filiales à investir afin de limiter leurs coûts de production, de diversifier leurs produits, de créer des marchés nouveaux et de réorganiser des procédures de travail en vue d'augmenter leurs bénéfices et de gagner des parts de marché dans un environnement nouveau et de plus en plus compétitif. Par suite, la productivité croissante de la main-d'œuvre et du capital devient l'élément fondamental dont dépendra le destin de chaque conglomérat dans sa lutte pour la survie (9).

Il est clair que des changements économiques aussi profonds et globaux – souvent qualifiés de « révolution de l'information », « d'économie de l'information » ou « d'informatisation » – sont liés à l'ensemble des structures sociales – voire motivés par ces dernières – dans des domaines culturels et géographiques bien précis. C'est l'expérience d'un pays donné

(7) ROTH et CONNELL, 1987

(8) HAVLIK 1989, p 3

(9) CASTELLS, 1989, p 168

\* « Ruée vers l'est »

en matière d'industrialisation qui détermine historiquement la distribution des ressources de l'information (10) Comme l'affirme un certain nombre d'auteurs, l'informatisation ne signifie pas que la société industrielle ait cédé le pas à une « société de l'information », mais plutôt à « une société super-industrialisée » où toutes les activités humaines sont largement industrialisées « Une société est "super-industrialisée" quand la production de biens et de maux matériels passe non seulement par des moyens industriels, mais également par la reproduction de la bourgeoisie et des forces de travail (travaux ménagers, traitements médicaux, éducation et tout autre façon d'établir ou de préserver plus ou moins les convictions et les attitudes fonctionnelles) », quand non seulement le travail se trouve extensivement divisé en unités discrètes, mais que ces unités discrètes d'actions humaines sont de plus en plus souvent effectuées par des puissances non humaines (11)

L'importance fondamentale du traitement de l'information provient d'un certain nombre de changements dans les sphères de production et de consommation des sociétés industrialisées avancées (capitalistes) où l'apparition d'énormes entreprises, l'importance croissante du savoir, l'établissement de marchés de grande consommation, diverses formes de consommations collectives et le soutien que l'Etat apporte aux activités économiques internationales conduisent à l'économie de l'information L'informatisation semble avoir découlé d'une convergence entre les changements organisationnels et technologiques intervenus dans le contexte d'une vie culturelle, politique et sociale spécifique, elle n'est pas seulement le fruit d'innovations technologiques ni une simple réponse à de nouvelles exigences

organisationnelles Comme le formule Beniger (12)

La société de l'information ne provient pas de changements récents, mais plutôt de la rapidité accrue avec laquelle il a fallu traiter les produits matériels et les flux propres au type d'économie "matérielle" qui a démarré plus d'un siècle auparavant De la même façon, la technologie informatique ne représente pas, contrairement à une opinion en vogue, une force nouvelle ayant émergé récemment dans une société non préparée, mais simplement la manifestation la plus récente du développement permanent de la Révolution de Contrôle

Les évolutions auxquelles Beniger fait allusion ne transcendent pourtant pas les inégalités régionales Un tel état de chose impliquerait que l'informatisation globale entraînerait, à la périphérie, une « réindustrialisation » différente de ce que connaissent les principales sociétés capitalistes avancées, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un simple progrès technologique, mais également d'un processus de changements sociaux irréguliers et inégaux Il est donc également clair que le contrôle privé des moyens de production qui va remplacer la mainmise de l'Etat dans les pays anciennement socialistes ne constitue pas la condition suffisante (même si elle est nécessaire) à un transfert fructueux de l'économie des sociétés industrialisées avancées vers une Europe de l'Est à l'économie dévastée

Il est totalement erroné de croire qu'en « redécouvrant le capitalisme » l'Europe de l'Est va augmenter sa productivité (et le niveau de son excédent), comme il était erroné de croire que l'introduction du socialisme, soixante-dix ou quarante ans plus tôt, allait apporter la prospérité à des sociétés auparavant rétrogrades Ainsi que le développe Castells (13), la « dynamique

(10) HEPWORTH et ROBINS, 1998, p 330

(11) ANDRÉN, 1991

(12) BENIGER, 1986, p 435

du développement » mis en œuvre dans les sociétés capitalistes n'implique pas que « les forces de l'économie de marché soient foncièrement supérieures dans l'accélération du développement des technologies de l'information » Au contraire, la canalisation des ressources publiques vers l'éducation, le développement de l'infrastructure nationale en matière de services liés au secteur publique et aux télécommunications, la réglementation (démantèlement des barrières douanières compris) des importations ainsi que les investissements étrangers, et cetera peuvent aider les économies nationales à survivre dans un marché international de plus en plus compétitif

L'importance croissante de l'économie de l'information en tant qu'économie la plus productive implique dans les processus de production, de consommation et de management des changements profonds (et complexes) qui ne sont pas nécessairement liés au contrôle privé des moyens de production Il arrive même « qu'un monopole soit aux mains de l'Etat ou de capitaux privés et que la privatisation ne modifie absolument pas la structure du marché » (14) En fait, le développement de l'infrastructure d'un pays (dans les télécommunications, en particulier) est en corrélation totale avec le produit national brut, ce qui signifie que l'état des télécommunications reflète le niveau général du développement économique (15) Comme l'avance Garnham (16) pour le Royaume-Uni, British Telecom, à l'époque où il était encore monopole d'Etat, répondait aux normes internationales, et « la décision de revendre la majeure partie des actions de BT au secteur privé était liée à l'idéologie du gouvernement conservateur, mais n'avait rien à voir avec sa politique en matière de télécommunications Tous ces objectifs au-

raient pu être poursuivis et pourraient l'être à l'avenir, par un gouvernement travailliste soucieux de garder BT aux mains du secteur public » A cet égard, la France illustre bien le succès d'une intervention étatique dans le secteur des télécommunications

Si tous ces changements organisationnels et technologiques ont eu lieu dans des sociétés capitalistes et non dans des sociétés socialistes, si le niveau d'excédent des sociétés capitalistes avancées est généralement plus élevé que celui des sociétés socialistes, ce n'est pas que l'appropriation privée de la plus-value n'existe pas dans le socialisme, mais que le niveau de productivité – lequel ne résulte pas simplement d'un collectivisme quelconque – y est historiquement plus bas La corrélation « manifeste » entre capitalisme avancé et contrôle privé des moyens de production associé à une productivité élevée n'implique pas nécessairement une relation de cause à effet Si j'insiste sur ce point, ce n'est pas pour nier l'importance de la propriété privée dans l'accroissement de la productivité, mais pour contester l'idée que le transfert du contrôle des moyens de production suffirait à transformer radicalement des économies anciennement socialistes sans qu'il soit besoin de procéder à des réformes structurelles importants dans l'économie Or ces changements pourraient être lancés et appuyés par l'Etat Cette idée ne constitue jamais qu'une variante de la "contribution" léniniste et staliniste au marxisme via la formule célèbre selon laquelle le mode de production équivaut aux forces productives (qui sont, d'une certaine façon, des données historiques) et aux relations de production (qui, en général, ne relèvent pas d'une nécessité historique) « électrification plus gouvernement soviétique = socialisme » D'une part,

(13) CASTELLS, 1989, p 16

(14) BRANTS, 1989, p 95

(15) KUDRIAVTZEV et VARAKIN, 1990, p 107-8

(16) GARNHAM, 1985, p 13



l'informatisation des forces productives (ou de la société) ne transforme pas le capitalisme en un nouveau mode de production. D'autre part, la privatisation de la majeure partie des forces productives (changement des relations sociales de la production) ne conduit pas à un accroissement de l'excédent dans la société.

Outre la restructuration du secteur économique, l'informatisation implique une redéfinition du rôle de l'Etat – et non sa suppression – en particulier, dans les domaines de la production, de la consommation collective et de l'administration. Alors que ces changements ont fait l'objet d'une convergence dans des sociétés capitalistes développées, la privatisation (de l'information et du secteur des télécommunications) a provoqué de profondes contradictions dans des pays moins développés comme ceux de l'Europe de l'Est. La consommation collective (santé, éducation, logement), organisée et réglementée par l'Etat, ne peut être privatisée de manière aussi efficace (ou du moins avec la même facilité et la même qualité de services) que la sphère de la production. De plus, les nouveaux acteurs du pouvoir (gouvernement et parti politique au pouvoir) dans les pays anciennement socialistes tendent à plaquer l'ancien hégémonisme sur une idéologie qui, bien que nouvelle, s'avère exclusive et n'admet pas volontiers que des acteurs d'un pouvoir adverse et la société civile puissent participer à la prise de décision et au contrôle des activités de l'Etat.

Les sociétés capitalistes à la base de la révolution de l'information actuelle ont réussi à élever le niveau général de la productivité et, par conséquent, à obtenir des bénéfices plus importants sans pour autant aggraver l'exploitation en termes de réduction de salaires et/ou de diminution d'avantages sociaux (même s'il existe cependant des disparités régionales significatives et

un problème généralisé de chômage croissant). Dans les économies anciennement socialistes, en revanche, les travailleurs sont nettement plus touchés par le passage à la privatisation qui, d'une part, augmente l'exploitation et le chômage de manière spectaculaire, et qui, d'autre part, fait baisser le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population. Devant l'érosion actuelle de leur niveau de vie, nombre de citoyens d'Europe de l'Est se sont insurgés contre l'économie de marché censée les tirer de la pauvreté et ont réclamé un retour à l'étatisme. La région est encore loin de pouvoir constituer le genre de marché de grande consommation nécessaire à la mise en place d'une économie nouvelle. Dans une conjoncture pareille, l'Etat se borne à « soutenir » des investissements étrangers dans la plupart des secteurs moteurs, telles les télécommunications et l'informatique, pourtant limités par la faiblesse, voire l'existence, de la demande de masse.

Comme l'indiquent des tendances récentes, ce « soutien » n'est pas très efficace (pour ce qui concerne l'Europe de l'Est), précisément parce qu'il ne garantit pas l'ouverture de marchés nouveaux et qu'il n'assure ni la reproduction sociale ni un cadre légal stable du système, alors que les capitaux étrangers privés visent à obtenir des bénéfices accrus dont ils veulent contrôler la gestion. Il est évident qu'en dépit de la (re)privatisation des moyens de production l'Europe de l'Est ne présente pas, à l'heure actuelle, un grand attrait pour les investisseurs car les réformes structurelles devraient, au contraire, entraîner un déclin économique (17). En d'autres termes, si le développement des réseaux de télécommunications a permis aux affaires internationales de quitter la sphère des quelques pays industriellement avancés pour se déplacer vers des sociétés situées par tradition à la périphérie, les nouvelles technologies de la communica-

(17) IEESTR, 1990: 4

tion et de l'information risquent, à certains égards, d'exacerber, plutôt que d'atténuer, les disparités régionales (18). Cependant, quels que soient les avantages découlant de la révolution de la technologie de la communication et le rôle de « main invisible » des forces du marché, il importe de « contrôler » de nombreux autres facteurs de controverse et d'inégalité pour élaborer des systèmes économiques plus performants en Europe de l'Est. Il est certain que la montée des nationalismes constitue un facteur de cet ordre.

### **Economie des nationalismes**

Après la démocratisation des systèmes politiques, en particulier dans des pays plurinationaux de l'Europe de l'Est tels que la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique, un certain nombre de groupements politiques voient dans la politique nationaliste un moyen de maximiser leur pouvoir. Comme l'ont fait remarquer récemment les auteurs du Gannett Foundation Report (19), le nationalisme exacerbé et le chauvinisme ethnique ont porté atteinte à la presse yougoslave autrefois progressiste. Par une curieuse ironie du sort, la qualité du journalisme s'est détériorée, alors même que se détériorait le contrôle communiste sur le pays et que des gouvernements non communistes s'installaient en Slovénie et en Croatie. Des publications autrefois respectables se sont transformées en forums destinés à exprimer le ressentiment, jusque-là contenu, de groupes ethniques et de passions nationalistes.

D'autre part, un certain nombre de pays de l'Europe de l'Est, dont les républiques de Slovénie et de Croatie, justifient la légitimité de leur évolution politique sous prétexte qu'il leur faut promouvoir leur « entrée dans l'Europe » et, dans le cas des

deux républiques yougoslaves précitées, stopper l'hégémonie serbe en Yougoslavie (souvent surnommée « Serboslavie »). Cette attitude traduit un romantisme naïf où « l'identité européenne » supranationale devient le dénominateur commun de toutes les nations européennes censées se voir ultérieurement représentées de manière égale. Il y a quelques années encore, le gouvernement yougoslave, soucieux de définir une « identité nationale », suivait un raisonnement proche, aujourd'hui rejeté en raison de sa nature hégémonique. Il est possible d'interpréter ce glissement vers un Pan-Européanisme comme une forme de « nationalisme importé » s'efforçant de nier le problème de la périphérie (en prétendant, par exemple, que, tout au long de son histoire, la Slovénie a toujours fait « partie de l'Europe »), il est indiscutable que cette affirmation, qui ne repose pourtant pas sur des réalités politiques, s'appuie davantage sur des données culturelles et finalement politiques que sur des données économiques. Cependant, cette politique officielle fait non seulement abstraction des spécificités historiques des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, tels que la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou la Yougoslavie, mais accepte également de manière implicite le racisme inhérent au concept « d'identité européenne » en tant que culture commune devant être protégée de cultures et de religions non chrétiennes (musulmane en particulier, mais aussi orthodoxe). C'est le cas du gouvernement slovène récemment élu pour lequel le chemin de l'Europe ne passe certainement pas par Belgrade. La Slovénie doit donc décider s'il lui faut faire route seule ou avec la Croatie et, peut-être, la Bosnie et l'Herzégovine. La connexion avec la Bosnie et l'Herzégovine est encore plus problématique parce que c'est précisément là que la tradition d'Europe occi-

(18) HEPWORTH et ROBINS (1988) pour la Grande-Bretagne

(19) DENNIS et HEUVEL, 1990, p. 73

dentale rencontre les traditions musulmanes et orthodoxes. C'est pour la Slovénie l'occasion historique d'intervenir dans le processus qui décidera si, oui ou non, les frontières européennes resteront au niveau de la Karawanken ou si elles se déplaceront vers le sud-est et les rivières Kolpa, Una ou Drina (20)

Bien entendu, les partisans d'une intégration à l'Europe ne voient, dans cette « européanisation », aucune tendance hégémonique au plan culturel et économique. C'est faire peu de cas de l'internationalisation et de la globalisation de l'économie capitaliste – en particulier dans la sphère de la communication que dominent quelques « magnats » – et du démantèlement des sociétés périphériques. Cependant, le paradoxe (?) visant à souligner parallèlement l'importance de l'identité nationale (homogénéisation) et celle de « l'européanisation » – même à différents niveaux de discours – n'est pas typique des sociétés périphériques : ainsi, « les entités qui promeuvent l'intégration accrue des relations économiques et politiques » au sein de la Communauté européenne « ne cessent d'insister sur le rôle des identités régionales et nationales dans la communication de masse » (21). La raison de cet état de fait est évidente : il serait très difficile de prétendre qu'il n'existe pas un impérialisme en Europe (sans parler d'un « impérialisme » à un niveau infranational).

Par contraste avec le sens prédominant du Pan-Européanisme en Europe occidentale, lequel s'appuie sur des motivations et des convictions économiques et politiques, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est s'efforcent à présent d'entrer dans une Europe qui constituerait leur « cadre culturel naturel », cette démarche résulte des profondes disparités économiques et politiques existant entre l'Est et l'Ouest. Or

ces disparités ne peuvent constituer la base d'un retour historique vers l'Europe. Pour comprendre la différence fondamentale qui sépare les deux interprétations du Pan-Européanisme, il faut en revenir aux formes traditionnelles du nationalisme « indigène » tandis que le nationalisme de type occidental s'attachait principalement à des réalités politiques et sociales, les nationalismes de l'Est compensaient leur « faiblesse à cet égard en accentuant leur unité et leur spécificité culturelles » (22).

Si l'on veut comprendre la démarche des nouvelles élites politiques et leurs comportements en vue de maximiser pouvoir et bénéfices, il importe de bien appréhender les distinctions, et les contradictions, entre « nationalisme indigène » et « nationalisme importé », notions regroupées sous la bannière du pan-européanisme. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'idéologie nationaliste culturelle plutôt qu'économique sous-tend le Pan-Européanisme qui prévaut dans la majeure partie de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, où cette position serait synonyme de souveraineté et d'indépendance nationale (idée défendue à l'occasion du plébiscite sur l'indépendance en Slovénie), va à l'encontre d'une indépendance tant culturelle qu'économique. Les investissements et le contrôle étrangers (malgré certaines restrictions dans des domaines spécifiques tels que celui des télécommunications) sont considérés comme des constituants majeurs de l'indépendance, mais s'il est indéniable qu'ils vont alléger la dépendance des pays d'Europe de l'Est les uns par rapport aux autres (Slovénie et Croatie versus la Yougoslavie, ou républiques baltes versus Union soviétique), ils vont également saper la souveraineté nationale face aux grandes entreprises étrangères. Même si l'infrastructure des télécommunications restera à l'abri d'une domination

(20) SVETLIK, 1990 p 21

(21) KIVIKURU, 1990 p 7

(22) ARNASON, 1990 p 231

étrangère, il est vraisemblable, en revanche, que la dépendance culturelle, politique et économique ne manquera pas de s'accroître

### **Conclusion :**

Il est clair qu'on ne peut encore tirer aucune conclusion définitive sur la façon dont les changements de régime, d'idéologie et de politique économique risquent d'influencer les économies rétrogrades de l'Europe de l'Est qui, pour la plupart, pèchent par leur manque de développement en matière de technologie de télécommunications et d'information. Pour ce qui touche au développement de l'infrastructure et des services des télécommunications en Europe de l'Est, il existe une contradiction fondamentale entre les tendances affichées par les élites politiques et économiques désireuses de recourir à la privatisation et à la commercialisation comme moyens de maximiser pouvoir et profits et la carence des services publics en tant qu'élément clé dans l'accroissement des possibilités de communications démocratiques. Du fait du manque de capitaux, de l'insuffisance de la demande, de la fai-

blesse de l'économie et du déclin économique général – autant de handicaps mis en relief par les réformes structurelles –, cette contradiction s'avère pratiquement insurmontable même si les gouvernements de l'Europe de l'Est comme les observateurs occidentaux veulent, dans l'ensemble, croire que la « solution magique » passe par la libéralisation et la privatisation. Bien des gens considèrent que productivité accrue et démocratisation découlent nécessairement d'une libéralisation des télécommunications. Les expériences vécues dans les sociétés industrielles développées démentiront sans aucun doute cette allégation. De plus, et contrairement à ce qui se passe à l'Ouest, les nouveaux gouvernements démocratiques de l'Europe de l'Est continuent à opérer de la même façon que leurs prédécesseurs communistes – c'est-à-dire comme des acteurs politiques et économiques dominants – parce qu'il n'existe pas d'élite économique dans le secteur privé. Par conséquent, il n'existe pas de démarcation claire entre objectifs politiques (pouvoir) et économiques (profit), ce qui est normalement le cas dans le processus de privatisation.

---

## RÉFÉRENCES

---

- ANDRÉN, G (1991) 'A Concept of Freedom of Expression for Super-Industrialized Societies', in S Splichal and J Wasko (eds) *Communications and Democracy* Norwood, N J Ablex (forthcoming)
- ARNASON, J P (1990) 'Nationalism, Globalization and Modernity', *Theory, Culture and Society*, 7, 2-3, 239-260
- BENIGER, J R (1986) *The Control Revolution* Cambridge Harvard University Press
- BRANTS, K (1989) 'The Social Construction of the Information Revolution' *European Journal of Communication*, 4, 79-97
- CASTELLS, M (1989) *The Informational City* Oxford Basic Blackwell
- CHERESKIN, D and TSALENKO, M (1989) 'Informatization and Restructuring of Soviet Society', pp 1083-87 in G X Ritter (ed) *Information Processing* Amsterdam Elsevier Science Publishers
- DATAPRO (1990) *Eastern European Telecommunications* Delran, N J Datapro
- DENNIS, E E and HEUVEL, J V (1990) *Emerging Voices East European Media in Transition (A Gannet Foundation Report)* New York Gannet Center for Media Studies
- EESTR (1990) 'CIA Anticipates Economic Decline in Eastern Europe', *Eastern European & Soviet Telecom Report*, 1, 2, 4 *Media, Culture and Society*, 7, 1, 7-29
- HAVLIK, P (1989) *Information and Related Technologies and their Impact on East-West Relations* Vienna The Vienna Institute for Comparative Economic Studies
- HEPWORTH, M and ROBINS, K (1988) 'Whose Information Society? A View from the Periphery', *Media, Culture and Society*, 10, 3, 323-343
- KIVIKURU, U (1990) *Locality in Mass Communication An Irreplacable Quality or a Relic from the Past?* Paper presented at the 17th LAMCR Conference, Bled, August 26-31, 1990
- KUDRIAVTZEV, G G and VARAKIN L E (1990) 'The Economic Aspects of Telephone Network Development', *Telecommunication Journal*, 57, 2, 105-116
- MANSELL, R and MELODY, W (1985), 'Contradictions in National Communication & Information Policies The Canadian Experience', *Media, Culture and Society*, 7, 3, 331-353
- RABOY, M (1989) 'East-West Dialogue on Media and Democratization', *The Democratic Cummuniqué*, 8, 3, 7-8
- ROTH, G and CONNELL M (1987) 'Private Sector Roles in Global Communications', *Economic Impact*, 58, 2, 26-30
- SVETLIK, I (1990) 'Kje so meje Evrope' *Delo*, November 10, 1990, p 21
- WALLERSTEIN, I (1990) 'Culture as Ideological Battleground of the Modern World-System', *Theory, Culture and Society*, 7, 2-3, 31-56